

Conseil d'administration du centre technique des industries de la fonderie.

Par arrêté du 23 mars 1973, sont nommés membres du conseil d'administration du centre technique des industries de la fonderie pour une période de trois ans à compter du 7 avril 1973 :

a) Comme représentants des chefs d'entreprise.

MM. Beco (Georges de), Collantier (Pierre), Gillet (André), Jonet (Robert), Martel (Louis), Schoettke (Georges), Single (Pierre), Sognet (Henri) et Turckheim (Raoul de).

b) Comme représentants du personnel technique.

MM. Allaire (André), Hallot (Louis), Pentel (Albert) et Renaudin (Pierre).

c) Comme représentants de l'enseignement technique supérieur.

MM. Bastien (Paul) et Hocheid (Bernard).

d) Comme personnalités particulièrement compétentes

soit au titre de l'industrie de la fonderie, soit au titre des usagers.

MM. Aveline (Léon) et Pommer (Auguste).

Administration centrale.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre des affaires étrangères et du ministre du développement industriel et scientifique en date du 14 mars 1973, M. Guibal (Jean-Claude), administrateur civil de 1^{re} classe, rattaché pour sa gestion au ministère du développement industriel et scientifique, est placé en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères pour cinq ans à compter du 1^{er} mai 1972 en vue d'exercer des fonctions d'administrateur principal à la direction générale Energie et contrôle de sécurité d'Euratom (direction hydrocarbures, division Approvisionnements à la commission des communautés européennes).

Par arrêté du Premier ministre et du ministre du développement industriel et scientifique en date du 15 mars 1973, M. Wendt (Claude), élève de l'institut régional d'administration de Lille depuis le 1^{er} janvier 1971, est titularisé en qualité d'attaché d'administration centrale de 2^e classe, 1^{er} échelon, à compter du 1^{er} janvier 1973.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre du développement industriel et scientifique et du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, chargé de la coopération, en date du 26 mars 1973 :

A compter du 14 septembre 1972, il est mis fin aux fonctions de chargé de mission contractuel à la direction de l'aide au développement du secrétariat d'Etat de M. Longieras (Jacques), administrateur civil hors classe, rattaché pour sa gestion au ministère du développement industriel et scientifique.

M. Longieras (Jacques) est placé en service détaché auprès du secrétariat d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, chargé de la coopération, pour une période de cinq ans, à compter du 15 septembre 1972, pour exercer les fonctions de conseiller à la mission d'aide et de coopération à Kinshasa.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre du développement industriel et scientifique en date du 27 mars 1973 :

Sont nommés élèves des instituts régionaux d'administration, au titre du corps des attachés d'administration centrale du ministère du développement industriel et scientifique, à compter du 1^{er} janvier 1973 :

M ^{lle} Estoup (Noëlle).	M ^{lle} Olivier (Claude).
M. Schoun (Jean-François).	MM. Puaux (Pierre).
M ^{lle} David (Lise).	Jeoffroi (Alain).
M. Le Clec'h (André).	

Dans cette position, les intéressés ont la qualité de fonctionnaire stagiaire.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre du développement industriel et scientifique en date du 27 mars 1973, les attachés d'administration centrale stagiaires ci-après désignés sont titularisés en qualité d'attachés d'administration centrale de 2^e classe au 1^{er} échelon avec conservation d'un reliquat d'ancienneté d'un an correspondant à la durée de leur stage :

A compter du 16 septembre 1972.

M. Muratet (Daniel).

A compter du 1^{er} janvier 1973.

M. Baylet (Pierre).	M ^{lle} Daniel (Huguette).
M ^{lle} Bobillon (Martine), épouse Siwiecki.	Granboulan (Michèle).
M. Bouvard (Pierre).	M. Javanni (Jean).
M ^{lle} Clergue (Madeleine).	M ^{lle} Richy (Odette).

Compte tenu du reliquat d'ancienneté susmentionné, sont promus au 2^e échelon de la 2^e classe :

A compter du 16 septembre 1972.

M. Muratet (Daniel).

A compter du 1^{er} janvier 1973.

M. Baylet (Pierre).	M ^{lle} Daniel (Huguette).
M ^{lle} Bobillon (Martine), épouse Siwiecki.	Granboulan (Michèle).
M. Bouvard (Pierre).	M. Javanni (Jean).
M ^{lle} Clergue (Madeleine).	M ^{lle} Richy (Odette).

Instruments de mesure.

Par arrêté du ministre du développement industriel et scientifique en date du 27 mars 1973, M. Leroy (Georges), ingénieur divisionnaire des travaux métrologiques est admis à faire valoir ses droits à la retraite par limite d'âge, à compter du 2 mai 1973, au titre des articles L. 4 (1^o) et L. 24 (1^o) du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Mines.

Par arrêté du ministre du développement industriel et scientifique en date du 23 mars 1973, M. Dumas (Pierre), ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat (mines), a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} mai 1973, au titre des articles L. 4 (1^o) et L. 24 (1^o) du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Par arrêté du ministre du développement industriel et scientifique en date du 27 mars 1973, M. Troutot (Louis), ingénieur des travaux publics de l'Etat (mines) de classe exceptionnelle, a été admis, par limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 7 mai 1973, au titre des articles L. 4 (1^o) et L. 24 (1^o) du code des pensions civiles et militaires de retraite.

MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POPULATION ET MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE

Décret n° 73-436 du 13 avril 1973 relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la population et du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre du travail, de l'emploi et de la population et du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale,

Vu le décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 relatif aux attributions des ministres ;

Vu le décret n° 71-378 du 18 mai 1971 relatif à la création à l'administration centrale du ministère du travail, de l'emploi et de la population d'un service interministériel de l'intéressement et de la participation ;

Vu le décret n° 72-556 du 30 juin 1972 relatif au statut des administrateurs civils ;

Vu le décret n° 72-557 du 30 juin 1972 portant règlement d'administration publique et relatif à la commission paritaire interministérielle et aux commissions paritaires ministérielles compétentes à l'égard du corps des administrateurs civils ;

Vu le décret du 5 avril 1973 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la population concernent le travail, l'emploi, la formation professionnelle, les relations professionnelles, la politique démographique, les migrations à l'intérieur du territoire français, l'immigration, les actions en faveur des immigrés, les naturalisations ainsi que les affaires relatives à l'intéressement et à la participation.

Sont en conséquence placés sous l'autorité du ministre du travail, de l'emploi et de la population :

La direction générale du travail et de l'emploi ;

La direction de la population et des migrations ;

Le service interministériel de l'intéressement et de la participation.

Art. 2. — Les attributions du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale concernent la santé publique, la famille, la vieillesse, l'action sociale et la sécurité sociale.

Sont en conséquence placés sous l'autorité du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale :

- La direction générale de la santé ;
- La direction de l'action sociale ;
- La direction de la sécurité sociale ;
- La direction des hôpitaux ;
- Le service central de la pharmacie et des médicaments.

Art. 3. — L'inspection générale des affaires sociales, la direction de l'administration générale, du personnel et du budget, le service des études et prévisions et la division des relations internationales sont, pour l'exercice des attributions définies aux articles 1^{er} et 2, placés sous l'autorité respective du ministre du travail, de l'emploi et de la population et du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale.

Art. 4. — La gestion des personnels appartenant à des corps communs au ministère du travail, de l'emploi et de la population et au ministère de la santé publique et de la sécurité sociale est assurée conjointement par les deux ministres.

Art. 5. — Pour la gestion des administrateurs civils, le ministère du travail, de l'emploi et de la population et le ministère de la santé publique et de la sécurité sociale sont réputés constituer un seul département ministériel.

Art. 6. — Le Premier ministre, le ministre du travail, de l'emploi et de la population et le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 avril 1973.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
PIERRE MESSMER.

Le ministre du travail, de l'emploi et de la population,
GEORGES GORSE.

Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale,
MICHEL PONIATOWSKI.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Décret du 27 mars 1973 portant approbation d'un avenant n° 12 conclu entre l'Etat et la Compagnie des Messageries maritimes.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du ministre des transports,

Vu la loi n° 48-340 du 28 février 1948 portant organisation de la marine marchande ;

Vu la loi n° 51-570 du 20 mai 1951 concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général, et notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n° 66-1001 du 22 décembre 1966 relatif aux formes de l'approbation de certaines conventions conclues entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des Messageries maritimes ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Est approuvé l'avenant n° 12 à la convention du 23 décembre 1948 conclu le 20 juillet 1972 entre l'Etat et la Compagnie des Messageries maritimes.

Art. 2. — Le ministre de l'économie et des finances, le ministre des transports et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mars 1973.

PIERRE MESSMER.

Par le Premier ministre :

Le ministre des transports,
ROBERT GALLEY.

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,
JEAN TAITTINGER.

Décret du 27 mars 1973 portant approbation d'un avenant n° 13 conclu entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du ministre des transports,

Vu la loi n° 48-340 du 28 février 1948 portant organisation de la marine marchande ;

Vu la loi n° 51-570 du 20 mai 1951 concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général, et notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n° 66-1001 du 22 décembre 1966 relatif aux formes de l'approbation de certaines conventions conclues entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Est approuvé l'avenant n° 13 à la convention du 23 décembre 1948, conclu le 20 juillet 1972 entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique.

Art. 2. — Le ministre de l'économie et des finances, le ministre des transports et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mars 1973.

PIERRE MESSMER.

Par le Premier ministre :

Le ministre des transports,
ROBERT GALLEY.

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,
JEAN TAITTINGER.

Règlement local de la station de pilotage de Granville.

Le ministre des transports,

Vu la loi du 28 mars 1928 modifiée fixant le régime du pilotage dans les eaux maritimes ;

Vu le décret n° 69-515 du 19 mai 1969 relatif au régime du pilotage dans les eaux maritimes, notamment les articles 4, 14 et 19 ;

Vu le décret du 14 décembre 1929 modifié portant règlement général de pilotage ;

Vu le décret du 5 janvier 1939 portant règlement local de la station de pilotage de Granville, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 27 mars 1973 ;

Vu l'enquête réglementaire,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'alinéa 3 de l'article 6 du règlement local de la station de pilotage de Granville est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Jauge nette supérieure à 150 tonneaux : 90 F + 0,26 F par tonneau supplémentaire au-dessus de 150 tonneaux. »

Art. 2. — Le directeur de l'administration générale et des gens de mer et le directeur des affaires maritimes au Havre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 avril 1973.

Pour le ministre et par délégation :

Pour le directeur de l'administration générale et des gens de mer empêché :

Le sous-directeur des gens de mer et de la navigation maritime,
A. DOGUET.

Concours pour le recrutement d'un administrateur des affaires maritimes.

Rectificatif au *Journal officiel* du 4 avril 1973 : page 3803, 1^{re} colonne, article 2, catégorie B, au lieu de : « Réservée aux capitaines au long cours, commissaires brevetés de la marine marchande, licenciés en droit... », lire : « Réservée aux capitaines au long cours, commissaires brevetés de la marine marchande licenciés en droit... ».

(Le reste sans changement.)